



JAPON

- **Population** : 126 200 000 (11ème rang mondial)
- **Superficie** : 377 930 km²
- **Taux de natalité** : 1,44 (la population a décru de 0,26% en 2018)
- **Densité de population** : 336 hbts/km²
- **Espérance de vie** : hommes: 81 ans ; femmes: 87 ans
- **Age moyen** : 46 ans
- **Principales villes** : - Tokyo: 9 556 000 habitants
- Yokohama: 3 740 000 habitants
- Osaka: 2 727 000 habitants
- **PIB (2018)** : 4 209 389 M€ (environ 1,8 fois l'économie française)
- **Croissance du PIB (2018)** : 1,3%
- **PIB par habitant (2018)** : 33 211€
- **Taux de chômage** : 2,4% (avril 2019)
- **Exportations françaises vers le Japon** : 6,6 Mds d'€ en 2018
(+0,3 Mds par rapport à 2017)
- **Solde commercial** : - 3,4 Mds d'€ (+0,1 Mds d'€ par rapport à 2017)
- **Part de marché de la France** : 1,5%

Sources:

- Bureau des statistiques du Ministère de l'intérieur japonais (総務省統計局)
- Coface
- Ministère de l'Europe et des affaires étrangères





PRESENTATION ECONOMIQUE DU JAPON

Avec une année 2018 vigoureuse marquée par une croissance du PIB (+1,3%) et une hausse de la consommation des ménages (+3,6% sur douze mois de revenus avant impôts et charges), le Japon conserve sa troisième place sur le podium des puissances économiques, derrière la Chine et devant l'Allemagne.

En 2019, la nouvelle ère impériale baptisée Reiwa (« vénérable harmonie »), avec le règne de l'empereur Naruhito, s'est ouverte au Japon dans un contexte économique plus mitigé. Avec une croissance qui fléchit sous l'effet du ralentissement mondial et de la guerre commerciale sino-américaine, un déficit public aggravé par les dépenses budgétaires et les investissements en vue des Jeux Olympiques de 2020, et une demande intérieure qui risque de décliner avec la hausse prévue de la TVA (qui passera de 8 à 10%) en octobre prochain, le gouvernement japonais espère entretenir la croissance en intensifiant les échanges avec ses partenaires commerciaux.

Membre de l'ASEAN, l'économie japonaise est naturellement tournée vers l'Asie. En 2018, celle-ci était de loin le premier client du Japon, avec environ 55% du total des exportations japonaises. La Chine demeure – depuis 2007 – le premier partenaire commercial du Japon, avec un montant des opérations import-export entre les deux pays de 285,3 milliards d'euros pour 2018, soit 21,4% du total des échanges commerciaux nippons (environ 1335 milliards d'euros). L'Union Européenne est à l'heure actuelle le troisième partenaire commercial du Japon, et ce dernier est le sixième partenaire commercial de l'Union Européenne (le deuxième en Asie). Il est le 11^{ème} fournisseur de la France, et son 13^{ème} client. Toutefois, l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Japon (JEFTA) entré en vigueur début 2019, qui concerne 630 millions de personnes, près d'un tiers du PIB mondial, et couvre la quasi-totalité des échanges commerciaux entre l'espace européen et le Japon, devrait bientôt bouleverser ces données.

Le sommet du G20, qui s'est tenu fin juin 2019 à Osaka – pour la première fois au Japon –, a été l'occasion pour le monde entier de (re)découvrir un Japon au leadership affirmé dans les discussions sur les enjeux internationaux contemporains.

Pendant les trois dernières décennies, le Japon a affiché une balance commerciale excédentaire – sauf pour la période de 2011 à 2015 et l'année 2018 –, ce qui lui permet de posséder aujourd'hui d'importantes réserves de change (1281,8 milliards de dollars en avril 2019) et de rester l'un des principaux bailleurs de fonds de la planète.

La situation économique du Japon est unique au monde : le pays connaît le plein emploi (seulement 2,4% de chômeurs en 2019) avec un salaire moyen de plus de 2 800 euros mensuels. Pour autant, la consommation peine à croître en raison de la nature prudente des Japonais. L'épargne des ménages japonais s'élève à 95 000 euros par habitant tandis que les grands groupes détiennent des liquidités conséquentes.

La qualité des produits japonais, leur renouvellement permanent, mais également la place incomparable faite au client – avec un service après-vente irréprochable – sont des forces qui permettent à certains conglomérats japonais tels que Mitsubishi, Mitsui ou Sumitomo (les fameux *keiretsu*) de rester des groupes puissants et rentables malgré les aléas de la conjoncture économique actuelle. En outre, le Japon s'est assuré la maîtrise de technologies clés dans plusieurs secteurs high-tech comme la robotique.

Tokyo : grande mégapole économique

L'agglomération de Tokyo concentre plus de 38 millions d'habitants, soit environ 30% de la population japonaise. Le tissu urbain y est très dense (près de 6 000 habitants au km²). Les zones commerciales, nombreuses et diversifiées, s'organisent principalement autour des gares, lesquelles sont reliées par un réseau de transport sophistiqué (une douzaine de compagnies ferroviaires se partagent 882 gares et stations de métro ; plus de 50 000 taxis sillonnent la mégapole). Les secteurs qui dominent dans la capitale japonaise sont les services, la finance et l'assurance.

Le Japon des régions

Le pays compte 13 villes de plus d'un million d'habitants. Chaque région dispose d'atouts qui lui sont propres : le nord (Tohoku et Hokkaido) est spécialisé dans les industries agroalimentaires, le travail du bois et du papier ; la région qui entoure Nagoya, le Chubu, accueille de grands sites industriels automobiles et aéronautiques ; au sud, l'île de Kyushu est réputée pour son ouverture sur l'Asie...

Le consommateur japonais

Les Japonais font partie des consommateurs dont le pouvoir d'achat est le plus élevé du monde. Leur haut niveau d'exigence et leur faible résistance au changement les distinguent particulièrement. Le Japon constitue souvent un marché test de choix pour le lancement global de nouveaux produits ou services.



Le savoir-faire français en particulier conserve au Japon une image de marque élevée dans les domaines des cosmétiques, du luxe, de la gastronomie, etc.

LES TENDANCES DE L'ÉCONOMIE

FICHE PAYS

Pour tenter de mettre fin à la stagnation économique qui débuta dans les années 1990, le Premier ministre japonais Shinzo Abe a lancé en 2013 un plan de réformes structurelles aussi diverses qu'ambitieuses portant sur la fiscalité, le secteur agricole, la transition énergétique ou encore l'ouverture économique. Les « Abenomics » ont pour objectifs la stimulation de la croissance par la libéralisation de certains secteurs, le soutien de la consommation et des allègements fiscaux, notamment par une baisse de l'impôt sur les sociétés. Le gouvernement souhaite rapidement abaisser ce dernier à moins de 25% (il s'élevait à 35% avant 2013) dans le but de stimuler l'investissement et les salaires.

La diminution de la population et l'allongement de la durée de vie (28% de la population est âgée de plus de 65 ans) créent au Japon de nouveaux segments de marché. Les seniors, au cœur de la « silver economy », font l'objet d'une attention particulière qu'ils soient actifs ou retraités. Cette tranche de la société dispose d'un pouvoir d'achat élevé et demande un traitement spécifique en termes de loisir, de service et de bien-être. Le Japon est ainsi devenu le laboratoire des nouvelles tendances économiques auxquelles vont être confrontées d'ici peu la plupart des sociétés occidentales avec le vieillissement de leur population.

En dépit des inquiétudes à propos de la guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine, des difficultés liées à la déflation et à la réduction de la main d'oeuvre au niveau national, il est très probable que l'économie japonaise poursuive son expansion. La situation géographique privilégiée du Japon pour les échanges commerciaux, son taux d'épargne national très élevé (23% du PIB), le fait que la dette publique japonaise soit détenue à 90% par des investisseurs locaux et la diversification de son secteur industriel sont autant de points forts qui devraient permettre à l'économie nipponne de prospérer.

Par ailleurs, avec un nombre record de 31,2 millions de touristes étrangers ayant visité le Japon en 2018 (+8,7% par rapport à 2017) le tourisme a rapporté près de 11 milliards d'euros en 2018, et devrait continuer à se développer à l'avenir. De plus, le couronnement d'un nouvel empereur (« Naruhito ») et l'entrée dans une nouvelle ère (« Reiwa ») en 2019 procurent aux Japonais le sentiment enthousiaste d'un nouveau départ et devraient avoir un effet positif sur l'économie en stimulant la demande intérieure.

France - Japon : un partenariat historique qui a de l'avenir

En 2018, année qui marqua le 160^{ème} anniversaire des relations diplomatiques et commerciales franco-japonaises, environ 10 250 Français étaient installés et travaillaient au Japon.



Le dialogue et la coopération économiques entre les deux pays ne cessent de se renforcer au fil du temps, avec un sommet annuel franco-japonais sur des thématiques variées, de nombreux projets communs – à l'image du Plan franco-japonais pour le développement durable, la santé et la sécurité en Afrique (octobre 2015) – et une volonté commune de renforcer le multilatéralisme économique et de lutter contre toute forme de protectionnisme.

4/6

LE COMMERCE FRANCO-JAPONAIS

FICHE PAYS

Malgré la stimulation des exportations françaises par l'accélération de la croissance réelle et la hausse de la demande domestique japonaises, le déficit commercial de la France vis-à-vis du Japon – structurel sur la dernière décennie – s'est légèrement creusé en 2017 pour atteindre 3,56 milliards d'€ (soit 400 millions d'€ de moins par rapport à 2016). Favorisées par la dépréciation du yen (-5,3% sur l'année 2017), les importations françaises en provenance du Japon ont progressé plus largement (+5,7%) que les exportations (+1,8%). Par ailleurs, la France n'enregistre un solde commercial bénéficiaire vis-à-vis du Japon que sur trois segments principaux : l'industrie agroalimentaire, les produits pharmaceutiques et les produits du textile (habillement, chaussures, etc.)

Les importations françaises depuis le Japon s'élevaient en 2017 à environ 9,9 milliards d'€. Elles concernaient essentiellement les composants et véhicules automobiles finis (principal poste d'importation avec 31% des importations totales) et les machines industrielles, agricoles et machines diverses (deuxième poste d'importation, avec une progression de près de 10%). Les autres postes d'importation en augmentation étaient les produits chimiques, parfums et cosmétiques (+6%) et les produits informatiques, électroniques et optiques (+3%).

Les exportations françaises vers le Japon valaient quant à elle environ 6,4 milliards d'€. La médiatisation des négociations de l'accord de libre-échange UE-Japon (JEFTA) a eu un impact positif sur la demande japonaise pour les produits français. En 2017, les produits agroalimentaires (vin, produits laitiers et fromages, viandes, confiseries et chocolat) constituaient comme chaque année le premier poste d'exportation (18% du total), en augmentation de 3% par rapport à l'année précédente. Les produits pharmaceutiques, dont la demande japonaise est entretenue par le vieillissement croissant de la population, occupaient le deuxième poste d'exportation (17% du total). Les expéditions de matériels de transport français, traditionnellement importantes vers le Japon, ont quant à elles considérablement décliné (-9,7%), en raison de la contraction du poste aéronefs et engins spatiaux nippon.

En ce qui concerne les investissements directs étrangers (IDE), la France est le troisième investisseur au Japon (environ 26 milliards d'euros en 2017) et représente la 17^{ème} destination des investissements directs japonais (environ 14 milliards d'euros). Le Japon demeure toutefois le premier investisseur asiatique en France.



FICHE PAYS

Le Service Appui aux Entreprises de la CCI France Japon accompagne plus de 150 projets d'entreprises par an depuis 1990. Soyez le prochain à réussir au Japon, véritable porte d'entrée des entreprises en Asie.

N'hésitez pas à nous contacter par courriel
appui.entreprises(@)ccifj.or.jp
par fax
+81 (0)3-3288-9558
par téléphone
+81 (0)3-3288-9627